

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 17 juillet 2020  
Régulièrement convoqué le 09 juillet

Le 17 juillet 2020 à dix-sept heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET.

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir J.M GUALLAR)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 2.00 - DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

**Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur,** expose à l'assemblée délibérante que le Conseil municipal, pour des raisons d'ordre pratique, ne peut régler dans le détail et dans un délai limité toutes les questions liées à la gestion courante de la commune. C'est la raison pour laquelle le législateur a prévu que le Conseil municipal peut déléguer une partie de ses attributions dans les limites fixées par la loi, afin de faciliter la bonne marche de l'administration municipale.

Ainsi, l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) dispose que le Conseil municipal peut déléguer au maire et pour la durée de son mandat, tout ou partie des attributions énoncées dans ce même article du C.G.C.T avec la précision toutefois que les délégations consenties en application du 3° dudit article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal.

En outre, l'article L.2122-23 du C.G.C.T. dispose que les décisions prises par le maire en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil municipal portant sur les mêmes objets.

L'article L.2122-23 considéré ajoute que sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions définies à l'article L.2122-18 du C.G.C.T. et, sauf disposition contraire également dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le Conseil municipal.

Enfin, il est précisé que le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal et que ce dernier peut toujours mettre fin à la délégation.

Le Maire invite donc les membres du Conseil municipal à prendre connaissance des attributions énoncées à l'article L.2122-22 du C.G.C.T. et à se prononcer sur l'application des dispositions précitées du CGCT.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122.18, L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu la note explicative de synthèse ;

Considérant que les dispositions du C.G.C.T précitées visent à faciliter la bonne marche de l'administration municipale ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

### DÉCIDE :

- **DE DÉLÉGUER** à Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, les attributions suivantes :

- d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales - *Article L.2122-22-1° du C.G.C.T* ;

- de procéder, dans les limites des crédits d'emprunts inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires - *Article L.2122-22-3° du C.G.C.T.*

Les emprunts, libellés en euros, pourront :

- être à court, moyen ou long terme,
- avoir la possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- être à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable),
- comporter des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement,
- comporter la faculté d'effectuer des arbitrages entre taux fixe et indexé tout au long de la vie du contrat.

En outre, seuls les contrats classés dans la typologie 1A, 2A, 1B, 2B, 1C et 2C de la charte de bonne conduite (charte dite "Gissler"), dont le degré de complexité et de risque sont les moins élevés, sont concernées par la délégation.

- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution (dans toutes leurs dispositions) et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget - *Article L.2122-22-4° du C.G.C.T* ;

- de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze (12) ans - *Article L.2122-22-5° du C.G.C.T* ;

- de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes - Article L.2122-22-6° du C.G.C.T ;
- de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux - Article L.2122-22-7° du C.G.C.T ;
- de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières - Article L.2122-22-8° du C.G.C.T ;
- d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges - Article L.2122-22-9° du C.G.C.T ;
- de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 € - Article L.2122-22-10° du C.G.C.T ;
- de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts - Article L.2122-22-11° du C.G.C.T ;
- de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes - Article L.2122-22-12° du C.G.C.T ;
- de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme - Article L.2122-14° du C.G.C.T ;
- d'exercer, au nom de la commune de Montélimar et sans limitation, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code - Article L.2122-22-15° du C.G.C.T ;
- d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle devant toutes les juridictions, pour tout type de recours et contentieux, et de pouvoir également se constituer partie civile au nom de la commune et transiger avec les tiers dans la limite de 1 000,00 € - Article L.2122-22-16° du C.G.C.T ;
- de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 5 000,00 € par accident - Article L.2122-22-17° du C.G.C.T ;
- de donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local - Article L.2122-22-18° du C.G.C.T ;
- de signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux - Article L.2122-22-19° du C.G.C.T ;
- de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 3 000 000,00 € - Article L.2122-22-20° du C.G.C.T ;

- d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini au Code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles dans la limite des inscriptions budgétaires prévues à cet effet - *Article L.2122-22-22° du C.G.C.T* ;
- de prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrit pour les opérations d'aménagement – *Article L.2122-22-23° du C.G.C.T* ;
- d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre – *Article L.2122-22-24° du C.G.C.T* ;
- de demander à tout organisme financeur, sans limitation, l'attribution de subventions les plus élevées possibles pour les opérations d'investissement ou pour le fonctionnement de la commune – *Article L.2122-22-26° du C.G.C.T* ;
- de procéder, sans limitation, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ainsi qu'aux modificatifs de ces demandes – *Article L.2122-22-27° du C.G.C.T* ;
- d'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation – *Article L.2122-22-28° du C.G.C.T* ;
- d'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. – *Article L.2122-22-29° du C.G.C.T* ;
- **D'APPROUVER** que les décisions relatives aux matières ainsi déléguées puissent être prises, en cas d'empêchement de Monsieur le Maire, par la 1<sup>ère</sup> adjointe,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant par délégation de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 18 juillet 2020

Le Maire,

Julien CORNILLET

